



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 30 (2023)

Faits saillants

- ❖ Singapour : inflation de 4,5% (g.a.) en juin
- ❖ Indonésie : maintien du taux directeur de la Banque centrale à 5,75%
- ❖ Cambodge : nombre de pauvres divisé par deux entre 2014 et 2022

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

+4,6%

Dernière prévision de croissance 2023 du FMI pour l'ASEAN-5 (ID, MY, PH, SG, TH)

Région

FMI : Légère révision à la hausse des prévisions de croissance à 4,6% pour 2023

Le FMI a publié la mise à jour des prévisions macroéconomiques de son *World Economic Outlook* (WEO). Alors que l'institution internationale relève de 0,1 pt à 4,6% la prévision de croissance pour l'ASEAN-5 (ID, MY, PH, SG, TH) pour 2023, elle prévoit une croissance légèrement plus dégradée dans la région en 2024 (4,5%, -0,1 pt). En 2023, les Philippines (6,2%, +0,2 pt) et Singapour (2,8%, +0,7 pt) parviendraient à

	2022	2023			2024
		Prévisions janv. 2023	Prévisions avr. 2023	Prévisions juil. 2023	
Monde	3,5%	2,9%	2,8%	3,0%	3,0%
Economies avancées	4,0%	1,2%	1,3%	4,0%	4,1%
Asie émergente et en développement	4,5%	5,3%	5,3%	5,3%	5,0%
Chine	3,0%	5,2%	5,2%	5,2%	4,5%
Japon	1,0%	1,8%	1,3%	1,4%	1,0%
ASEAN-5	5,5%	4,3%	4,5%	4,6%	4,5%
Indonésie	5,3%	4,8%	5,0%	5,0%	5,0%
Malaisie	8,7%	4,5%	4,5%	4,5%	4,5%
Thaïlande	2,6%	3,7%	3,4%	3,4%	3,6%
Philippines	7,6%	5,0%	6,0%	6,2%	5,5%
Singapour	3,6%	1,5%	1,5%	2,8%	2,4%

Source : FMI (WEO, janvier, avril et juillet 2023)

réaliser une croissance plus élevée que celle anticipée au mois d'avril, tandis que l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie affichent des prévisions inchangées. Bien que les prévisions de croissance pour 2023 soient légèrement plus élevées que celles du WEO d'avril, elles demeurent faibles par rapport aux normes historiques, dans un contexte toujours inflationniste.

Intérêt croissant pour la valorisation énergétique des déchets dans l'ASEAN

Les solutions de valorisation énergétique des déchets gagnent du terrain en Asie du Sud-Est, où la croissance démographique entraîne une augmentation importante de la production de déchets. Mitsubishi Heavy Industries, notamment, a mis en œuvre avec succès plusieurs projets de valorisation énergétique des déchets, par exemple à Singapour où la société a racheté l'usine de valorisation énergétique des déchets TuasOne. Des projets visant à mettre en place au moins six autres usines du même type en Malaisie sont en cours et devraient être bientôt achevés. Toutefois, et même si le potentiel de la région pour ce type de solution est incontestable, il reste des défis à relever pour assurer une collecte suffisante des déchets afin de rentabiliser la production d'électricité à partir de la biomasse.

Inquiétudes face à une flambée annoncée des cours internationaux du riz

La décision de l'Inde d'arrêter ses exportations de riz blanc non basmati pourrait se traduire par des cours internationaux du riz au plus haut depuis 10 ans. Premier exportateur de riz, l'Inde a adopté cette mesure pour contrôler les prix intérieurs, mais les effets de bord pour les acheteurs d'Asie ou d'Afrique pourraient être significatifs avec un renchérissement des coûts d'importation. Dans l'ASEAN, le Vietnam a d'ores et déjà fixé le prix de ses approvisionnements à 600 USD la tonne pour le riz blanc à 5%, et les experts estiment que la Thaïlande devrait suivre ce mouvement, qui se traduirait par des prix record depuis 2012. Cette hausse, ainsi que celle d'autres produits agricoles, pourrait entraîner un rebond des coûts alimentaires mondiaux, surtout si l'on considère les défis actuels du marché alimentaire liés aux conditions météorologiques défavorables – phénomène El Niño - et aux tensions géopolitiques.

Indonésie

Demande d'adhésion de l'Indonésie à l'OCDE

L'Indonésie a demandé officiellement, le 14 juillet dernier, à adhérer à l'OCDE. Le ministre coordinateur des affaires économiques, Airlangga Hartato, espère ainsi que l'Indonésie deviendra le troisième pays asiatique, après le Japon et la Corée du Sud, à rejoindre l'OCDE. Le pays est un « partenaire clef » (comme l'Afrique du Sud, la Brésil la Chine et l'Inde) de l'organisation depuis 2007, et a renouvelé en 2022 l'Accord-cadre de coopération OCDE-Indonésie pour cinq années supplémentaires. Les derniers pays devenus membres de l'OCDE sont la Colombie (2020) et le Costa-Rica (2022). La première étape de discussion pour l'adhésion a été lancée en 2022 pour six candidats (Argentine, Brésil, Bulgarie, Croatie, Pérou et Roumanie).

Maintien du taux directeur à 5,75% fin juillet 2023

La Banque centrale n'a pas relevé son taux directeur lors de sa réunion mensuelle, lequel se maintient à 5,75% depuis six mois, dans un contexte de ralentissement de l'inflation. En effet, l'inflation sous-jacente était revenue dans la cible de 2%-4% au premier trimestre (2,58% en g.a. en juin) et l'inflation de l'IPC s'y est également conformée au T2 (3,52% en g.a. en juin), après avoir culminé à 6,0% en septembre 2022. Les autorités visent une inflation dans les limites de la cible de 2,5% $\pm$ 1% en 2024 (plus haute de 0,5 point par rapport à celle de 2023).

Nouvelle réglementation sur les recettes provenant de l'exportation de ressources naturelles

Source: Macrobond, UOB Global Economics & Markets Research



règlementaire pour faciliter l'implantation de projets de capture et de transport transfrontalier de CO₂. Le 2e volet de la feuille de route NETR devrait être présenté fin août 2023.

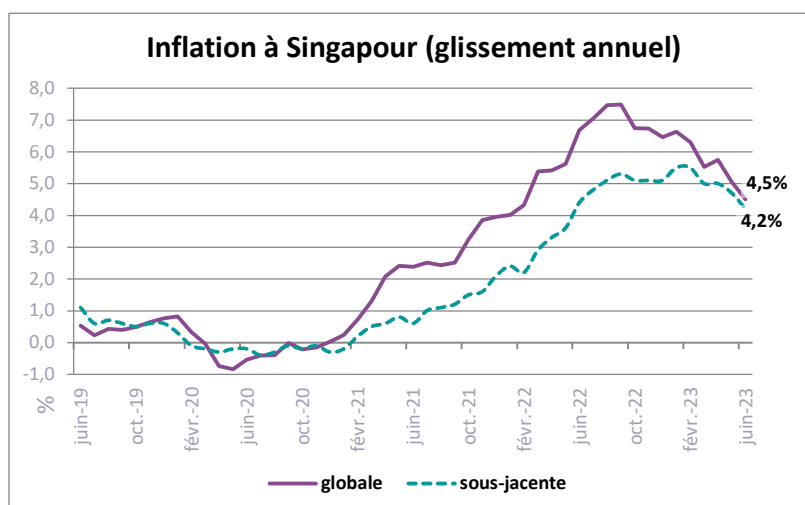
Instauration d'un visa pour les investisseurs stratégiques

Le 24 juillet, le Premier ministre Anwar Ibrahim a annoncé l'instauration d'un visa multi-entrées assorti d'un droit de résidence de 5 ans renouvelable une fois à destination des investisseurs dits « stratégiques », (Strategic Investor Pass). Son obtention est conditionnée à un investissement minimal de 5 Mds MYR (1,1 Md USD) en Malaisie dans l'un des secteurs prioritaires de la Nouvelle politique d'investissement (électronique, numérique, pharmaceutique, chimie, aérospatial). Le programme de visa destiné aux nomades numériques, lancé en octobre 2022 (« Digital Nomad Pass »), sera quant à lui étendu aux mêmes secteurs prioritaires.

Singapour

Nouveau recul de l'inflation en juin à 4,5% en glissement annuel

D'après les données publiées lundi 24 juillet par l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI), l'inflation globale à Singapour a atteint 4,5% en glissement annuel, soit une deuxième baisse consécutive par rapport au mois précédent (+5,1% g.a). L'inflation sous-jacente, qui exclut les coûts des transports privés et du logement, a également maintenu sa tendance baissière, s'établissant à 4,2% en juin, contre 4,7% en mai. L'inflation a ralenti pour les principales grandes catégories - plus rapidement que la



prévision médiane de 4,4% de certains économistes du secteur privé interrogés par Bloomberg - que sont les transports privés (+5,8% g.a. en juin, contre +7,2% en mai), les services (+3,6% contre +3,9%) et les produits alimentaires (+5,9%, contre +6,8%). Pour l'année 2023, la MAS abaisse la fourchette de ses prévisions et anticipe une inflation globale se situant entre 4,5 et 5,5%. Bien que la banque centrale n'ait pas resserré sa politique monétaire en avril, la nouvelle hausse de taux (+25 pdb) à laquelle la Fed a procédé mercredi dernier devrait avoir une incidence sur ses prochaines décisions.

Ralentissement de la croissance de l'emploi au T2 2023

La progression de l'emploi à Singapour au deuxième trimestre 2023 a montré des signes de ralentissement, l'emploi total (à l'exclusion des travailleurs domestiques migrants) ayant augmenté de 23 700 unités, soit un rythme nettement inférieur à celui des trimestres précédents, selon le ministère du Travail (MOM). L'emploi non-résident, tiré par le secteur de la construction, a été le principal contributeur à la croissance globale de l'emploi, tandis que l'emploi résident a connu une légère contraction. La proportion d'entreprises ayant l'intention d'embaucher au cours des trois prochains mois a diminué (58,2% contre 64,8% précédemment), et celle des entreprises prévoyant d'augmenter les salaires a baissé, passant de 38,2% à 28%. Les licenciements ont diminué à 3 200, principalement en raison de la réorganisation ou de la restructuration des entreprises dans le secteur des services. Le taux de chômage est resté stable en juin, avec un taux d'emploi global de 1,9%. Le MOM estime que les conditions du marché du travail devraient s'assouplir au cours des prochains mois, les entreprises adoptant une position plus prudente en raison du ralentissement de la croissance économique.

Rendements records depuis 2015 pour le fonds singapourien GIC

Le fonds souverain singapourien GIC a enregistré ses rendements les plus élevés depuis 2015 pour le dernier exercice financier, avec un taux de rendement réel annualisé sur 20 ans atteignant 4,6%, en hausse par rapport aux 4,2% de l'année précédente. Cependant, le fonds a mis en garde quant aux défis que représentent l'inflation persistante et autres facteurs économiques défavorables. Afin de gérer ces risques, GIC mise sur la prudence et prévoit de concentrer ses investissements sur des projets offrant des rendements stables à long terme, notamment dans le domaine de l'infrastructure. Par ailleurs, le fonds a augmenté son portefeuille d'infrastructures de manière significative depuis 2016 et identifie un potentiel dans des domaines qui incluent la transition énergétique et la transformation numérique.

Relèvement des plafonds de dépôt de deux banques en ligne

GXS Bank et MariBank, deux banques numériques opérant à Singapour, ont récemment relevé le plafond de leurs comptes d'épargne individuels à 56 289 USD (75 000 SGD). Fitch Ratings estime que ce relèvement ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la rentabilité des banques historiques dominantes du pays : DBS Group Holdings, Oversea-Chinese Banking Corporation et United Overseas Bank. La taille plus réduite des dépôts des banques numériques comparativement à ceux des trois plus grandes banques nationales laisse présager des implications limitées à court terme pour la concurrence et les marges d'intérêt nettes. Le relèvement des plafonds des comptes d'épargne correspond désormais à la limite de l'assurance-dépôts en vigueur à Singapour, ce qui offre aux déposants individuels une protection continue. Malgré le potentiel d'augmentation des dépôts, l'agence de notation estime que la rentabilité stable garantie par les banques historiques est durable, alors que les banques numériques pourraient être confrontées à des difficultés de viabilité à long terme.

Vietnam

Importante hausse des taxes prélevées sur les géants étrangers du numérique

Au cours du premier semestre, le Vietnam a perçu 170 M USD d'impôts auprès de 57 plateformes de commerce en ligne, dont Google, Apple, Facebook, Netflix, Microsoft, Zoom et TikTok. C'est plus que le montant collecté sur l'ensemble de l'année précédente (150 Mds USD), grâce à la mise en place, depuis mars 2022, d'un portail numérique facilitant l'enregistrement, la déclaration et le paiement des impôts par les compagnies étrangères qui ne disposent pas de présence physique dans le pays. Dans la poursuite de sa stratégie de numérisation du système fiscal, le Vietnam se prépare par ailleurs à déployer des outils d'intelligence artificielle pour détecter les fraudes fiscales. Cependant, malgré la

hausse des recettes sur les plateformes étrangères, les recettes budgétaires totales au cours des 6 premiers mois de 2023 n'ont atteint que 37 Mds USD, soit une baisse de 7,8% par rapport à la même période de l'année précédente.

Accord de libre-échange entre le Vietnam et Israël

Négocié pendant sept ans et signé le 25 juillet en présence du vice-Premier ministre vietnamien Tran Luu Quang et du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, il s'agit du seizième accord de libre-échange (ALE) signé par le Vietnam et du deuxième accord de libre-échange signé par Israël avec un pays d'Asie, après la Corée du Sud en 2021. Les deux parties s'attendent à ce que les réductions des droits de douane, de 85% pour les produits vietnamiens et de 93% pour les produits israéliens, portent le commerce bilatéral à 3 Mds USD dans un avenir proche. En 2022, les exportations du Vietnam vers Israël s'élevaient à 786 M USD et étaient principalement composées de produits électroniques (40%), chaussures (12%) et fruits de mer (10%). Les importations, d'une valeur de 1,4 Md USD, concernaient essentiellement des ordinateurs, produits et composants électroniques (84%) et des engrais (6%).

La mise en œuvre du Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) progresse

Le vice-Premier ministre Tran Hong Ha a signé le 14 juillet la Décision 845/QD-TTg (approuvée par le Premier ministre) portant sur l'établissement d'un Secrétariat en charge de la mise en œuvre du JETP. La décision désigne le ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement (MoNRE) comme l'entité responsable du Secrétariat, avec à sa tête le ministre Dang Quoc Khanh. Il dirigera le groupe de travail général, assisté par d'autres groupes portant sur la politique et l'investissement (dirigé par le ministère du Plan et de l'Investissement – MPI), la technologie et l'énergie (dirigé par le ministère de l'Industrie et du Commerce - MOIT), et sur les finances (dirigé par le ministère des Finances - MOF). Ce Secrétariat, subordonné au Comité pour la mise en œuvre des objectifs de la COP26 (dirigé par le Premier ministre), aura pour mission de coordonner la mise en œuvre du JETP, en collaboration avec les partenaires internationaux. Cette décision survient avec plusieurs mois de retard, la mise en place du Secrétariat étant initialement prévue pour avril 2023. La première tâche du Secrétariat sera de préparer le plan de mobilisation de ressources (RMP), dont la publication est prévue pour la COP28 à Dubaï. Ce document identifiera une série de priorités pour les investissements et l'aide technique apportés dans le cadre du JETP par la communauté internationale ; il doit aussi identifier les réformes à conduire pour conduire la transition énergétique et favoriser les investissements. Pour rappel, le JETP a été conclu en décembre 2022 entre le G7 (auxquels s'ajoutent le Danemark et la Norvège) et le Vietnam. Il doit permettre d'accélérer la transition énergétique du Vietnam, qui a pris des engagements ambitieux pour 2030. En échange, la Communauté internationale s'engage à fournir 15,5 Mds USD de financements publics et privés au cours des trois à cinq prochaines années.

17 projets d'énergie renouvelable ayant manqué le tarif de rachat garanti (FIT) sont désormais raccordés au réseau électrique national

Selon un rapport de l'entreprise d'Etat Vietnam Electricity (EVN), 17 projets ayant une capacité totale de près de 833 MW, ont commencé à fournir de l'électricité au réseau. La production quotidienne moyenne de ces projets s'élève à environ 3,2 M kWh, soit environ 0,4 % de l'approvisionnement total en électricité du pays. Ces 17 projets font partie des 85 projets d'énergie renouvelable « de transition » (pour un total supérieur à 4 600 MW), c'est-à-dire les projets n'ayant pas été achevés à temps pour bénéficier du tarif de rachat garanti (FIT) très avantageux ayant expiré fin 2020. En l'absence de tarif défini depuis lors, il était impossible pour ces projets de se connecter au réseau. Les investisseurs de ces 17 projets sont finalement parvenus à négocier les prix de l'électricité avec EVN, sur la base du cadre tarifaire publié par le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT) plus tôt dans l'année (décision 21, janvier 2023). EVN a par ailleurs indiqué que 72 des 85 projets (près de 3 932 MW), ont

désormais soumis les documents nécessaires pour la négociation des prix et les accords d'achat d'électricité PPA. Le MoIT a pour l'instant approuvé des prix temporaires pour 58 projets (+ de 3181 MW). Toutefois, plusieurs procédures doivent encore être menées avant que ces projets puissent être raccordés au réseau.

Thaïlande

Baisse de confiance des entreprises en raison de l'incertitude politique

L'indice de confiance dans l'industrie, qui mesure les perspectives pour les trois prochains mois, a baissé pour le troisième mois consécutif en juin, passant de 104,3 le mois précédent à 102,1. Cette baisse est attribuée aux inquiétudes concernant le risque politique, à la fragilité de l'économie mondiale et à la sécheresse persistante. L'incertitude politique qui règne en Thaïlande affecte la confiance des entreprises, le retard dans la formation du gouvernement continuant à poser des problèmes aux entreprises. L'absence d'un gouvernement pleinement habilité a limité la capacité à adopter des politiques et à approuver des dépenses, ce qui risque d'avoir un impact sur les activités commerciales et sur les investissements. Pour autant, l'économie du pays pourrait encore atteindre ses prévisions de croissance de 3% à 3,5% sous réserve de la formation d'un nouveau gouvernement d'ici le mois d'août.

Philippines

Deuxième discours sur l'état de la nation du président Marcos Jr.

Le 24 juillet, le président Marcos Jr. a délivré son 2ème discours sur l'état de la nation (SONA) devant le Parlement réuni en Congrès. Pour ce qui est des annonces les plus significatives dans le domaine économique, le président s'est engagé à maintenir des dépenses dans les infrastructures équivalant à 5-6% du PIB, en donnant la priorité aux projets de connectivité inter-îles tels que le réseau autoroutier Ilocos-Bicol, ou les projets de ponts Bataan-Cavite, Panay-Guimaras-Negros et Samal-Davao. A l'occasion de ce discours, le président a présenté les chantiers législatifs prioritaires du gouvernement pour l'année 2023, qui incluent une série de réformes fiscales (taxe sur les plastiques à usage unique, taxes sur les services numériques, réforme du régime fiscal du secteur minier), ainsi qu'une réforme du système de retraite pour les militaires et le personnel en uniforme, et des réformes du code des coopératives et du code des pêches destinées à favoriser le développement de ces deux secteurs.

Le ministre des Finances se dit prêt à maintenir un déficit budgétaire supérieur à 3% du PIB

A l'occasion du débriefing économique du discours sur l'état de la nation prononcé par le président Marcos Jr, le ministre des Finances Benjamin Diokno s'est dit prêt à maintenir un déficit budgétaire supérieur à l'objectif fixé dans le cadre du plan budgétaire à moyen-terme (MTFF) à 3% du PIB, afin de soutenir le développement des infrastructures. En 2022, le déficit budgétaire s'était réduit pour atteindre 7,3% du PIB, après un déficit record en 2021 lié à la réponse budgétaire à la pandémie (8,6% du PIB). Le ministre des Finances fixe l'objectif d'atteindre une notation du crédit souverain des Philippines à « A » d'ici la fin du mandat présidentiel en cours (2028). Les Philippines disposent de réserves internationales équivalant à 5,7 fois leur dette extérieure à court terme. Selon le ministre, le relèvement de la notation du crédit souverain des Philippines nécessiterait le dégagement de marges de manœuvre budgétaires supplémentaires (le gouvernement prévoit de tirer 18,3 Mds USD de recettes supplémentaires annuelles via le programme de réformes fiscales).

Cambodge

Nouvelle loi sur les règles d'origine

Le roi a promulgué le 5 juillet une nouvelle loi sur les règles d'origine. Elle a été formulée avec l'aide de l'OMC et de la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), assurant ainsi la cohérence avec les accords de libre-échange (ALE) existants et les accords avec d'autres pays membres de l'OMC. La loi détermine les principes et les règles sur l'origine des biens exportés et importés, afin de promouvoir et de faciliter les échanges dans le cadre des systèmes commerciaux préférentiels et non préférentiels, et de contribuer à la prévention de la contrefaçon. Ce nouveau texte devrait permettre au Cambodge de tirer le meilleur profit des accords de libre-échange bilatéraux, régionaux et multilatéraux auxquels le pays est partie, tels que ceux avec la Chine et la Corée du Sud ainsi que le Partenariat économique global régional (RCEP).

Moins de pauvreté au Cambodge

Le taux de pauvreté du Cambodge est passé de 36,7% en 2014 à 16,6% en 2022, selon l'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle (IPM) 2023 publié le 16 juillet par le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) et l'Université d'Oxford. Le nombre de pauvres a été divisé par deux, passant de 5,6 millions à 2,8 millions. Ce progrès représente une indication positive pour la sortie du pays de la catégorie des PMA, selon le PNUD. Pour mémoire, le Cambodge a rempli pour la première fois en 2021 les trois critères de sortie de la catégorie des PMA et fera l'objet d'une nouvelle évaluation en 2024. Si tous ces critères (nécessaires (RNB par habitant, indice de capital humain, indice de vulnérabilité économique et environnementale) sont à nouveaux remplis, le reclassement prendrait effet en 2027 au plus tôt.

Exportation de noix de cajou en déclin de 14%

Le Cambodge a exporté 570 000 t de noix de cajou brutes vers le Vietnam au cours du premier semestre de cette année – soit 93% de la production totale de ce produit – pour une valeur de 785 M USD (-14% en g.a.), selon les données de l'Association de la noix de cajou du Cambodge. Elle prévoit également une baisse de 10% au second semestre. L'association note toutefois une augmentation des ventes de ce produit aux entreprises de transformation locales, un bon signe pour la filière. Le gouvernement vise la transformation de 25% des noix de cajou d'ici 2027 et 50% d'ici 2032. Le pays a donc besoin de plus d'investissement dans la transformation et le conditionnement afin de valoriser sa production et d'en augmenter la valeur ajoutée. Par ailleurs, au cours des deux dernières années, la superficie pour la culture de noix de cajou a baissé de 100 000 ha, s'établissant à 700 000 ha, selon l'association. Pour information, la prochaine conférence mondiale sur les noix de cajou se tiendra au Cambodge du 1^{er} au 3 février 2024, dans la province de Siem Reap.

Laos

Des devises ou des qualifications ?

De nombreux travailleurs laotiens – 300 000 actuellement, mais jusqu'à 450 000 avant la COVID – partent chercher l'aventure, ou plus prosaïquement un gagne-pain à l'étranger. Ils le font dans le cadre de programmes officiels, mais bien souvent en devenant des migrants illégaux. Et les autorités laotiennes, qui promettent de développer l'emploi rural ou l'auto-entrepreneuriat, hésitent. Certes, les transferts de ces migrants représentant près de 430 M USD par an... à un moment où le kip reste très faible et où les recettes en devises, y compris d'exportation, sont limitées. Mais, alors que le gouvernement cherche à attirer des investisseurs dans ses zones économiques spéciales, en particulier dans le secteur manufacturier et dans le secteur agro-industriel, ce sont des travailleurs qualifiés, et à tout le moins dynamiques, qui quittent ainsi le pays. Le temps réconciliera peut-être ces deux phénomènes, si certains de ces travailleurs reviennent travailler au pays forts de leur expérience.

Accroître le salaire minimum et les recettes publiques

Depuis quelques semaines déjà, le gouvernement – sous l'impulsion directe du premier ministre – réfléchit à augmenter le salaire minimum, fixé aujourd'hui à 1,3 M kips (environ 61 EUR). L'Assemblée nationale estime que cela est nécessaire pour faire face aux conséquences économiques et sociales (mais également politiques) d'un contexte d'inflation encore élevée. Ainsi, en juin, les prix ont encore progressé de 28,6%, même si l'inflation tend à se modérer. Les salaires les plus bas des fonctionnaires obtiendraient un coup de pouce. Mais, le gouvernement doit également apprécier sa capacité à faire face à ces charges nouvelles. Il souhaite donc augmenter les recettes fiscales, en particulier foncières et minières. Nul doute, toutefois, que la Chambre nationale de commerce et d'industrie du Laos estimera, comme elle l'avait fait lors de la hausse du salaire minimum dans le privé, en mai dernier, que cela pèserait trop sur la compétitivité des entreprises.

Birmanie

Un nouveau billet de banque

La Banque centrale birmane a annoncé le 23 juillet l'émission d'une nouvelle dénomination de billet de « 20 000 kyats » le 31 juillet, en commémoration de l'achèvement de l'image du Bouddha Maravijaya, qui a été construite pour montrer l'éclat du bouddhisme Theravada, et en célébration du premier anniversaire d'un éléphant blanc né le 23 juillet 2022. Ce billet sera émis en nombre limité et ne sera distribué que par échange de la même valeur avec les billets de banque déchirés, sales et abîmés. La monnaie locale s'est dépréciée à nouveau de 9% dans le marché libre suite à cette annonce.

Nouvelles sanctions par l'Union Européenne

L'Union européenne a imposé le 20 juillet une septième série de sanctions en Birmanie en réponse à ce qu'elle a qualifié d'escalade de la violence et des violations des droits de l'homme après le coup du 1er février 2021. Les nouvelles sanctions visent six personnes et une entité, dont les ministres de l'immigration et de la population, du travail, de la santé et des sports, et l'entreprise publique Mining Enterprise N° 2. A ce jour, des mesures restrictives s'appliquent à un total de 99 personnes et 19 entités.

Création d'une nouvelle brasserie

L'entreprise de boissons Fraser & Neave, basée à Singapour, a annoncé que sa filiale de coentreprise en Birmanie, SBML, avait signé un accord conditionnel avec le groupe birman Win Brothers Companies Ltd, un conglomérat qui possède des décennies d'expérience dans divers secteurs dont l'alimentation

et les boissons, pour l'acquisition de licences d'exploitation d'alcool et les droits d'utilisation de terrains du bail de 50 ans. Cet accord vise à construire et exploiter une brasserie en Birmanie. Environ 977 000 USD (1,3 M SGD) ont été réglés à ce jour sur le montant d'acquisition approximatif de 14,4 M USD (19,2 M SGD).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité
Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité